

Klaus Schwab critique le WEF, Berne ne lui donne pas raison

GOVERNANCE Le fondateur du Forum économique mondial, qu'il a quitté précipitamment il y a un an, s'inquiète de la direction prise par l'institution. L'Autorité fédérale de surveillance des fondations ne semble pas partager ses préoccupations

JULIE EIGENMANN

Klaus Schwab, 88 ans, a quitté il y a exactement un an le Forum économique mondial, qu'il avait fondé. Mais il ne semble jamais bien loin de son «bébé»: il intervient dans le nouvel épisode de la «saga» World Economic Forum (WEF), comme s'en faisait l'écho la *NZZ am Sonntag* dimanche.

Le dernier acte date de février: la démission du Norvégien Børge Brende de son poste de président et directeur général du Forum économique mondial, à la suite de

la révélation de ses liens avec Jeffrey Epstein.

Si Klaus Schwab réapparaît, c'est qu'il a adressé une lettre en mars à l'Autorité fédérale de surveillance des fondations (ASF). Un document que le média allemand a pu consulter. «L'ASF doit procéder à une évaluation complète afin de déterminer si la fondation est gérée conformément à son objet, aux statuts et règlements, ainsi qu'aux principes d'une gestion responsable des fondations», a précisé un porte-parole de Klaus Schwab.

Deux mandats externes, pas «un problème en soi»

La principale préoccupation de Schwab concerne donc «l'avenir du WEF». Sans citer nommément les actuels coprésidents du conseil de fondation, il demande la nomination d'un président doté

d'une «crédibilité internationale, d'une indépendance institutionnelle et sans conflits d'intérêts». Or André Hoffmann et Larry Fink ont aussi d'autres engagements.

Sa crainte? Que la nouvelle direction ne déplace l'organisation aux Etats-Unis

Le premier est vice-président du groupe pharmaceutique bâlois Roche, tandis que le second est fondateur, directeur général et président du conseil d'administration de BlackRock, le plus grand gestionnaire d'actifs du monde.

Mais l'Autorité fédérale de surveillance des fondations ne semble pas partager les inquiétudes de Klaus Schwab: «La surveillance des fondations ne considère pas les doubles mandats externes comme un problème en soi», explique son porte-parole, Christoph Lenz, à la *NZZ am Sonntag*: comme la présidence d'une fondation est rarement une fonction à plein temps, la plupart des présidents exercent d'autres activités et disposent de réseaux complémentaires.

Pour rappel, Klaus Schwab avait démissionné en avril 2025 avec effet immédiat. Au mois d'août qui a suivi, l'enquête diligentée par le WEF le blanchissait, tout comme son épouse, d'accusations d'utilisation de fonds de l'organisation à des fins personnelles.

Klaus Schwab comptait installer Christine Lagarde, présidente

de la Banque centrale européenne, à la tête du World Economic Forum, indique la *NZZ am Sonntag*. Or dans sa lettre à l'ASF, le fondateur du WEF explique que la succession avait été préparée pendant plusieurs années. Il laisse entendre que les accusations et l'enquête externe visaient aussi à empêcher la nomination de Christine Lagarde et à modifier durablement la structure de gouvernance du WEF.

La question du siège et des rémunérations

Le fondateur du WEF propose aussi d'ancrer durablement l'organisation en Suisse: il suggère de transférer le terrain du siège principal situé à Cologny à la Confédération, tout en laissant à la fondation un droit d'usage illimité. Sa crainte? Que la nouvelle direction ne déplace le WEF aux

Etats-Unis. Mais cette proposition a peu de chances d'aboutir. Le WEF affirme ne pas avoir de projet en ce sens et l'autorité de surveillance se montre elle aussi sceptique, rapporte le média allemand.

En toile de fond, les remaniements en matière de gouvernance sont toujours à l'œuvre. Cette semaine, des dirigeants du WEF ont rencontré des représentants de l'Autorité fédérale de surveillance des fondations, nous apprend encore le journal. L'ASF pousse à réduire la taille importante du conseil de fondation. Les rémunérations de plusieurs millions versées à la direction exécutive doivent aussi être examinées. *Le Temps* s'était interrogé dans une enquête en septembre sur la conformité des rémunérations des dirigeants de la fondation, y compris celle de Klaus Schwab. ■